

Le pouvoir aux travailleurs

27 AOÛT 2002

N°92

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- CEUX QUI NOUS GOUVERNENT FÊTENT L'INDÉPENDANCE MAIS L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS ET DES PAUVRES RESTE ENCORE A CONQUÉRIR !	2 - 3
- SALAIRE DES FONCTIONNAIRES : UN BARÈME A L'IMAGE DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE	4
- FORMATION ET EDUCATION : LE PROGRAMME DES "SOCIALISTES", RIEN QUE DU VENT ! ..	4 - 5
- BÂTIMENT : CONDITIONS INACCEPTABLES POUR LES TRAVAILLEURS ! ..	6
- LE PROBLÈME DE L'EAU : DISCOURS CREUX D'UN CÔTÉ, RÉALITÉ MORTELLE, DE L'AUTRE	6 - 7
- EXCISION : UN ACTE CRIMINEL !	8
- LABOREX-CI : APRES LES AVOIR EXPLOITÉ, LE PATRON REFUSE DE LEUR PAYER DES DROITS !	8 - 9
- RACKET DES POLICIERS : COMPLÈMENT D'UN SYSTÈME POURRI ET CORROMPU !	9
- PEINE DE MORT : UNE PRATIQUE BARBARE !	9 - 10
- LE NOUVEAU GOUVERNEMENT : MANOEUVRES POLITIQUES ET MAGOUILLES AUTOUR DE LA MANGEOIRE	11 - 13

**CEUX QUI NOUS GOUVERNENT FÊTENT L'INDÉPENDANCE
MAIS L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS ET DES PAUVRES
RESTE ENCORE A CONQUÉRIR !**

Il est dans les habitudes qu'à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire le chef d'Etat se fende d'un discours d'auto-congratulation. Gbagbo n'a pas dérogé aux habitudes. Il est content de lui, le président de la République. Il est content pour la Côte d'Ivoire.

Il n'y a pourtant pas de quoi. Au même moment, ou presque, a été rendu public au palais de la Culture de Treichville le rapport pour le développement humain qui fait le point sur la situation des différents pays du monde. La Côte d'Ivoire est classée 156^e sur les 173 pays recensés. Et surtout, le rapport souligne que le revenu par habitant non seulement n'a pas progressé mais a reculé au cours des vingt dernières années. La Côte d'Ivoire, comme dans la plupart des pays d'Afrique, est plus pauvre aujourd'hui qu'il y a vingt ans.

Les travailleurs, les paysans pauvres de ce pays n'ont même pas besoin de ces rapports savants, pour mesurer, dans leur vie, que les choses vont de plus en plus mal, qu'il est de plus en plus difficile d'assurer l'existence quotidienne de leur famille. Dans combien de familles pauvres, on ne mange pas à sa faim car la nourriture quotidienne elle-même est un problème? Combien de familles vivent dans des taudis infectes? Combien de femmes, d'hommes, d'enfants meurent, chaque jour, alors qu'ils ne devraient pas mourir, simplement parce qu'il n'y a pas de quoi se payer le médicament nécessaire?

Mais le plus révoltant peut-être c'est que si la pauvreté de la majorité s'aggrave, une minorité s'enrichit d'une façon éhontée. Il suffit de faire un petit tour à Cocody, entrevoir les villas ou les palais qui se cachent derrière les hauts murs, regarder les voitures de luxe, compter le nombre des boutiques élégantes au Plateau où la moindre fanfreluche coûte un mois de salaire d'un ouvrier, quand ce n'est pas six ou dix.

D'où vient toute cette richesse amassée? Pour certains, anciens ou actuels ministres, chefs d'Etat ou hauts fonctionnaires, de la corruption, du pillage des caisses de l'Etat. Pour d'autres, leur richesse vient de la misère de la majorité, des bas salaires, des heures supplémentaires non payées. C'est précisément parce que les uns se crèvent au travail pour ne toucher que deux mille, trois mille francs par jour, quand ils ont du travail, que d'autres, la minorité, amassent des fortunes dans ce pays!

Et l'Etat lui-même, au lieu d'aider les plus pauvres à s'en sortir un peu mieux, contribue à les y enfoncer toujours plus. A commencer par ces représentants de

l'Etat sur le terrain que sont les policiers et les militaires et qui rançonnent la population pauvre comme des bandits de grand chemin et qui leur volent le peu qu'ils ont. Et jusqu'au chef d'Etat qui prétend parler au nom de tous, mais dont tout le discours de la fête nationale était consacré au "*secteur privé*", c'est à dire aux patrons des usines, aux propriétaires des grands magasins et des chaînes commerciales, aux banquiers. Gbagbo propose même que l'année prochaine soit consacrée "*l'année des entreprises et des investisseurs*". C'est pour ceux-là qu'il a des pensées émues. Pas pour leurs victimes. Pas pour ces ouvriers des usines ou du bâtiment, pas pour ces employés de magasins, dont beaucoup ne trouvent même pas de travail et ceux qui en trouvent, sont tellement mal payés que, même en travaillant du matin au soir, ils n'ont pas de quoi nourrir correctement leurs enfants. Pas pour ces paysans que la misère chasse des campagnes car la vie y devient invivable pour beaucoup.

Ces "*entrepreneurs*", ces "*investisseurs*" à qui Gbagbo fait la cour ont de quoi se féliciter de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Pour eux, la Côte d'Ivoire, c'est leur pays, elle est une mère nourricière - qu'ils soient d'ailleurs eux-mêmes Ivoiriens, Libanais, Français, Américains ou autres. Leur fortune leur tient lieu de carte d'identité nationale.

Mais pour nous autres, les travailleurs? Ce n'est pas une mère nourricière, c'est une marâtre.

Alors, cette "*indépendance*" qu'ils fêtent n'est pas la notre c'est celle des puissants. Les travailleurs ont encore une lutte d'émancipation à mener et à gagner, une lutte sociale, pour que ce pays devienne vraiment le leur. Et cette lutte, ils ne pourront la mener que tous ensemble, dans l'entente des travailleurs de toutes les ethnies, de toutes les nationalités. Pour un travailleur, un autre travailleur doit être un frère et pas un étranger. Notre patrie commune, c'est la pauvreté, c'est l'exploitation, n'en déplaise à tous ces politiciens corrompus, à tous ces journalistes vénaux qui nous bourrent la tête avec "*l'ivoirité*" alors qu'ils savent qu'un grand patron, même non ivoirien, commande jusqu'aux ministres et qu'un travailleur, un chômeur, un conducteur de Gbaka ou un petit paysan, même s'il est ivoirien, n'a même pas droit à un minimum de respect de la part du plus petit des fonctionnaires ou des policiers.

Les Gbagbo, les Bédié, les Ouattara, les Guéi sont d'ethnies différentes, mais ils ont tous en commun d'être du monde des riches et de n'avoir d'autre ambition politique que de servir leurs intérêts. A nous d'apprendre à nous défendre et à imposer à eux tous et aux patrons, aux banquiers si chers à leurs coeurs, nos intérêts de travailleurs: le droit à un travail, le droit à un salaire correct, le droit à une vie décente. Et le droit, un jour, d'être débarrassés de tous ces parasites qui s'enrichissent en appauvrissant les autres!

SALAIRE DES FONCTIONNAIRES : UN BARÈME A L'IMAGE DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

Le gouvernement vient de publier un tableau récapitulatif des salaires des fonctionnaires. En tête, le premier, le président de la république, touche un salaire de l'ordre de 10 millions de francs par mois. Pendant que le dernier d'entre eux, en la personne, par exemple, du balayeur, touche moins de 50.000 Fr par mois.

Le salaire du président de la république comme ceux de ces ministres, ainsi que ceux des autres hauts dignitaires de l'Etat que sont les "présidents d'institutions" ne sont pas en tant que tel ce qu'on peut appeler de gros salaires. Ici même en Côte d'Ivoire, bien des PDG et des DG de grands groupes capitalistes perçoivent un salaire un peu similaire, voire peut-être même pour quelques-uns d'entre eux, un salaire supérieur. Ne citons même pas le salaire des PDG américains, japonais ou européens dont certains, bien qu'encore des salariés, touchent dix fois, cent fois ce montant. Donc, de ce côté là, il n'y a rien de choquant à ce qu'un président ou ses ministres

gagnent les salaires fixés dans leur barème.

Par contre, oui, ce qui est choquant, c'est que ces même gens qui se sont attribués ces salaires se chiffant à des millions de francs par mois et qui se réclament de surcroît du socialisme, ne sont pas gênés de payer des pères et des mères de familles à 50.000 Fr, avec le coût de la vie qu'on connaît aujourd'hui.

Par ailleurs, il faut aussi bien sûr une bonne dose de naïveté pour croire que ces même gens du pouvoir se contentent de leur seul salaire pour vivre. Il est évidemment que les milliards des Houphouët, Bédié, Ouattara, Guéi, pour ne pas parler des Donwani, Sanogo et autres Bra Kanon, ne sont pas le fruit de leurs seuls salaires; encore moins, des cadeaux tombés du ciel. Pourtant, tous ces milliards proviennent bien de quelque part? Alors, si ceux-là ont pu accumuler autant d'argent, Ceux qui arrivent au pouvoir ne se gêneront pas pour en faire tout autant!

FORMATION ET EDUCATION : LE PROGRAMME DES "SOCIALISTES", RIEN QUE DU VENT!

Le début de septembre qui annonce aussi la rentrée scolaire, est aussi le début des problèmes pour de nombreux parents. La scolarisation des enfants, compte tenu de la situation très difficile, pose des problèmes insolubles. Comment inscrire les enfants, acheter leurs fournitures, et leur assurer une

alimentation normale pendant l'année scolaire? Voilà des questions qui restent sans réponses pour bien de familles; raison pour laquelle un nombre croissant d'enfants abandonnent les bancs ou n'y mettent tout simplement jamais les pieds.

Devant ce problème bien concret,

BÂTIMENT : CONDITIONS INACCEPTABLES POUR LES TRAVAILLEURS !

Avec la crise économique qui se fait ressentir de plus en plus depuis ces dernières années, les travailleurs du BTP sont durement confrontés à plusieurs problèmes: mauvaise condition de travail, exploitation sans scrupule des patrons etc. A ces problèmes, s'ajoute aujourd'hui le problème de "où trouver un travail?"

Avec l'arrêt des chantiers, il faut maintenant parcourir des kilomètres ou sillonner tous les quartiers d'Abidjan et cela pendant plusieurs semaines pour peut-être trouver quelque chose à faire.

Profitant de cette période de vache maigre, les patrons des quelques rares entreprises qui fonctionnent, ne vont pas de main morte pour faire le maximum de bénéfices. Et pour parvenir à ce dessein, les uns comme "*lproba*" font jouer la carte de la concurrence et de menace de renvoi pour obliger les travailleurs à effectuer des heures supplémentaires gratuites.

Les autres comme Les Rosiers,

par contre, jouent la carte de division des travailleurs. Elle mis à la porte la quasi-totalité des 600 travailleurs, pour ensuite les remplacer par des soi-disant tâcherons qu'elle a recrutés parmi ces même travailleurs.

L'entreprise compte ainsi se cacher derrière ce faux tâcheronat pour mieux exploiter, sans aucune responsabilité, responsabilité qu'elle n'a d'ailleurs jamais assumée. Et pour comble, elle a même dit ouvertement aux travailleurs que cette mesure est prise pour qu'elle ne paye plus d'impôt ni déclarer les travailleurs à la CNPS, ni prendre en charge un travailleur blessé sur le chantier.

Par manque de travail, les travailleurs sollicités ont accepté ce piège des patrons. Evidemment, sans le savoir, ils sont perdants, tout comme leurs camarades jetés à la porte. Les seuls bénéficiaires de cette situation, comme toujours, ce sont les patrons et leur horde d'actionnaires.

LE PROBLÈME DE L'EAU : DES DISCOURS CREUX DES POLITICIENS, D'UN CÔTÉ, UNE RÉALITÉ MORTELLE POUR LA POPULATION, DE L'AUTRE

Un article parut dans un quotidien de la place nous apprend que la ville d'Oumé, ce cheflieu de sous-préfecture, connaît de graves problèmes d'approvisionnement en eau courante. En effet, voilà 4 ans que l'eau ne coule plus dans les robinets de la Sodéci.

Pour pallier cette situation, une "*citerne de circonstance*" ravitaille la ville

secteur par secteur, quartier par quartier. Ainsi, chaque quartier doit attendre 3 jours avant d'être ravitaillé. On peut aisément imaginer les problèmes d'hygiène que cette situation pose, du fait que de nombreux habitants sont condamnés à se ravitailler en eau non potable puisé dans les puits ou dans la rivière "*Téné*" qui traverse la localité. Combien sont-ils le nombre de gens qui

les dirigeants "socialistes" ne trouvent pas mieux que de faire des gestes vagues, tout en braillant très fort. Enfermés dans des bureaux opaques, ils signent des décrets. Ainsi l'école a été décrétée "obligatoire" et le "kaki" supprimé dans les classes primaires. Aussi, une vague promesse de distribution gratuite de manuelles scolaires du primaire a été faite.

Pour ce qui est de rendre obligatoire l'école, on se rend nettement compte que les dirigeants sont, soit, complètement coupés des réalités du pays, ou ils se moquent complètement des préoccupations de la population! Comment dans un pays, alors que les structures pour l'éducation (écoles et personnels) sont largement insuffisantes, on peut décréter l'école obligatoire? Si ces messieurs tenaient vraiment à rendre l'école gratuite, ils devaient d'abord dégager les moyens et commencer par construire assez d'école et recruter un nombre conséquent d'enseignants! Aussi, la condition économique des parents a besoin d'être améliorée, pour qu'ils puissent envoyer leurs enfants à l'école.

S'agissant de la suppression de la tenue scolaire, évidemment, cela ne coûte rien, ni aux riches, ni au gouvernement! Quant aux ouvrages gratuits, tout comme l'année passée, ils le feront seulement dans quelques écoles pour se faire de la publicité!

On voit donc clairement que ces

messieurs qui sont au gouvernement payent avec des mots quand il s'agit des mesures en faveur des masses pauvres! Par contre, lorsqu'il s'agit de faire payer ces derniers, par des blocages des salaires ou des augmentations des taxes, là c'est plus concret!

Le dernier exemple en date, s'agissant de la scolarité, il y a le projet du gouvernement de faire passer les inscriptions, pour les étudiants des universités, de 6.000 Fr à 50.000 Fr, et les loyers des chambres des cités universitaires, de 3.000 Fr à 21.000 Fr. Espérons que ce sale projet ne passera pas! Rien ne garantit d'ailleurs que s'il advenait que les étudiants payent ces sommes, qu'elles soient utilisées à l'amélioration des conditions et de la qualité de l'enseignement. Et si c'était vraiment là le souci des "refondateurs", ce n'est pas aux masses pauvres de payer la note mais aux riches, à commencer par ceux qui ont, durant toutes ces années, pillés les caisses de l'Etat et qui se pavanent tranquillement dans les allées du pouvoir!

En prenant, ne serait-ce qu'un peu dans la caisse de tous ces riches, on pourrait assurer une meilleure éducation et formation à chacun. Mais il serait vain de croire que ce gouvernement pourrait prendre une telle décision. Tout comme ses prédécesseurs, ce gouvernement ne sert qu'à tromper les masses laborieuses, pour mieux servir les classes possédantes.

souffrent de diarrhée chronique ou qui meurent de choléra lors de chaque épidémie périodique?

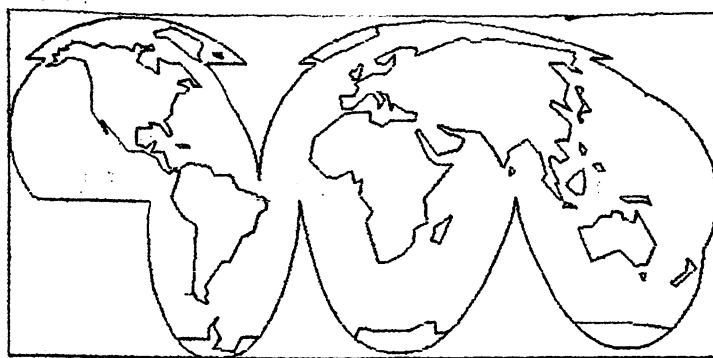
Le plus révoltant dans l'histoire, c'est que depuis tout ce temps rien n'est fait pour remédier à cette situation criminelle, ce qui rend les autorités complices!

D'ailleurs, les autorités ne font rien non plus pour obliger la Sodéci à créer de nouveaux réseaux de distribution d'eau pour relier, par exemple, certains quartiers populeux d'Abobo, de Yopougon, au réseau Sodéci. De même qu'ils ne font rien pour les obliger à entretenir les rares canaux d'évacuations des eaux usées existant qui sont le plus souvent bouchés. Pourtant, lorsqu'il s'agit de permettre au

capitaliste de la Sodéci d'augmenter son tarif, là, les autorités s'empressent de le leur accorder.

Oui, Bouygues, propriétaire de la Sodéci, mériterait d'être exproprié par l'Etat et mis en prison, après une forte amende, pour avoir indirectement causé morts d'hommes. Mais ce n'est pas d'un Gbagbo, d'un Ouattara ou d'un Bédié qu'on pourrait s'attendre à une telle mesure. Bien au contraire, ceux-là sont justement au service des capitalistes à la Bouygues. Gbagbo ne vient-il pas de le démontrer encore tout dernièrement, en décorant le PDG de la Sodéci qu'est Zady Kessy? C'est dire combien les intérêts des tenants du pouvoir et les capitalistes à la Bouygues sont intimement liés, les premiers étant les serviteurs des seconds.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

EXCISION: UN ACTE CRIMINEL !

L'excision, c'est barbare! Malheureusement, encore de nos jours, même à Abidjan il y a des gens qui continuent cette pratique. Pourquoi? D'aucun dirons que c'est la tradition. Mais d'abord une tradition barbare, il faut y mettre fin. Et puis ceux qui évoquent la tradition, savent ne pas la respecter. C'est la tradition de cultiver la terre au village. Alors pourquoi ceux-là qui nous parlent de tradition viennent-ils donc en ville? Pourquoi ne restent-ils pas au village? Pourquoi prennent-ils le Gbaka, alors que la tradition c'est de marcher à pied! De tous ceux-là qui nous parlent du respect de la tradition, respectent-ils tous les interdits alimentaires de leurs coutumes lorsqu'ils arrivent à Abidjan?

Oui, l'excision, même si elle faisait partie, pour certains, de leur tradition, est aujourd'hui inacceptable! Elle est dangereuse pour la femme ou la fillette qui est victime. Elle entraîne souvent des décès, des complications, des infirmités à vies. Mais si l'excision est malgré tout maintenu, c'est pour renforcer la soumission de la femme. Eh bien, la femme n'est pas un objet! Elle a, autant que les hommes, droit à son indépendance, à son épanouissement. Nous sommes contre l'excision et toutes formes d'oppressions de la femme. Notre solidarité va à celles et ceux qui combattent l'excision et pas à ces messieurs qui se contentent de beau discours et qui tolère la pire barbarie.

LABOREX-CI : APRES LES AVOIR EXPLOITÉ, LE PATRON REFUSE DE LEUR PAYER DES DROITS!

Le mercredi 21 août dernier, les travailleurs de Laborex-ci ont fait le siège du bureau du directeur de cabinet du ministre de la Fonction publique. Quatre membres de leur direction étaient en pourparlers. A l'origine de cette affaire, la création en septembre 2001 d'un deuxième syndicat, le SYNAL-CI (Syndicat national des agents de laborex-CI). Sur cette lancée, les travailleurs déposent un préavis de grève, pour un arrêt du travail à partir du

29 décembre 2001, si la direction n'augmentait pas les salaires. La direction répond par licenciement de quatre travailleurs dont le secrétaire général du dit syndicat. Devant ce comportement, les travailleurs de toutes les agences Laborex-ci, par solidarité, arrêtent le travail pour demander la réintégration de leurs camarades. La direction répond à nouveau par le licenciement de 115 employés pour "faute lourde". C'était au début du mois

L E U R S O C I E T E

de janvier 2002.

Depuis huit mois, donc, c'est le bras de fer. Les droits s'élèvent à 243

millions de francs. Mais le patron cherche, en plus, à se débarrasser de ces travailleurs sans payer un sou!

RACKET DES POLICIERS : COMPLÉMENT D'UN SYSTÈME POURRI ET CORROMPU !

Dans notre vie quotidienne, qui n'a jamais été témoin ou victime du racket des policiers ou de tout autre corps habillés? Etant certain de leur impunité ils rançonnent la population de manière éhontée. Même les agents de l'administration et tous ceux qui occupent des postes de responsabilité monnayent leurs services. C'est souvent la rage au coeur et dégoûté que chacun de nous en avons fait les frais!

On est amené à se demander comment toute cette corruption qui s'étale même au grand jour puisse continuer ainsi? En fait, cela est inhérent même au système capitaliste: le vol, le

racket et la corruption, lui sont non seulement inséparables mais aussi vitaux. Ces policiers et autre gens font en petit dans une semi-légalité, ce que les dirigeants du pays et les bourgeois au service desquels ils sont, font en grands et en toute légalité. Tous ces gens volent le travail de la classe laborieuse. Sinon, comment expliquer leurs fortunes qui ne cessent de grossir, alors qu'ils ne savent rien faire et ne font rien de leurs dix doigts?

Un système qui favorise une telle pourriture ambiante mériterait d'être liquidé!

PEINE DE MORT : UNE PRATIQUE BARBARE !

On se rappelle, il n'y a pas si longtemps, la sentence de mise à mort de Safiya husseini, originaire du Nigéria pour avoir eu un enfant hors mariage. Cette peine, grâce à la mobilisation générale, avait pu être levé. Aujourd'hui encore, c'est une autre femme Amina Lawal qui doit être lapidée à mort pour la même raison, dans le Nord du même pays. Le Nigéria, ce grand pays de 923 768 km², compte 127 millions

d'habitants. C'est une fédération de 36 Etats. C'est ainsi qu'en 1999, 12 Etats du Nord, en majorité musulmane, ont adopté la "Charia", la loi islamique. Ce qui a donné lieu à plusieurs affrontements, faisant des milliers de morts, à travers le pays. Non seulement cette loi est barbare, digne de nos ancêtres des grottes, mais elle est aussi très arbitraire. Sinon comment comprendre, alors qu'un enfant ne se fait

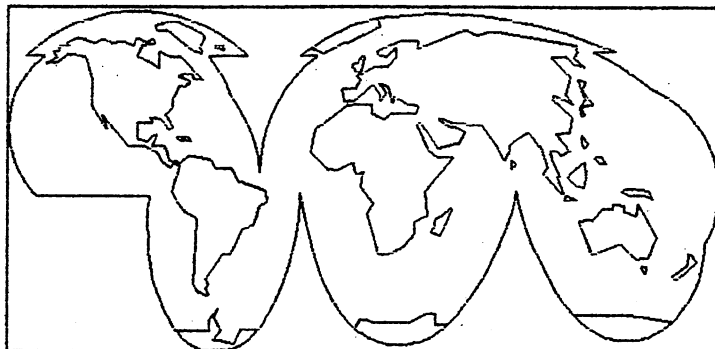
L E U R S O C I E T E

pas seul, que ce soit la femme seulement qui soit condamnée. Il a suffi dans le cas d'Amina Lawal que son amant (forcément père de l'enfant), bien qu'il avoue une liaison de plusieurs mois, jure sur le Coran, ne pas être le père de l'enfant, que les "bons" juges l'acquittent. Un homme, bien sûr, ça ne peut pas mentir! C'était la même chose dans le premier cas. Loi d'homme, faite par les hommes, pour mieux opprimer les femmes, c'est ça la Charia! Deux poids, deux mesures!

Cependant, la peine de mort qui sévit aux USA n'a rien à envier à la Charia! Cette grande puissance mondiale que sont les USA continue à faire tuer de nombreux prisonniers. Après des procès très douteux et très

injustes, plusieurs personnes ont été ainsi électrocutées, quelques fois malgré une mobilisation mondiale. L'actuel président américain s'est même tristement illustré, avec son taux élevé de condamnés à mort, lorsqu'il était encore gouverneur du Texas. Et partout dans le monde, les atteintes aux droits de l'homme et autres exécutions sommaires sont monnaie courante. Mais tant que ce sont des pays comme l'Arabie Saoudite qui applique la Charia, le monde n'en entend pas parler. Même le terrorisme auquel se livrent les Etats-Unis en Afghanistan et en Irak, passent inaperçus. Or, le moins qu'on puisse dire, ce sont des actions tous aussi barbares et meurtrières. C'est l'expression même de cette société déginglée dans laquelle nous vivons.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

**LE NOUVEAU GOUVERNEMENT :
MANOEUVRES POLITIQUES ET MAGOUILLES AUTOUR DE LA MANGEOIRE**

La plupart des travailleurs se désintéressent du nouveau gouvernement et ils ont bien raison! Ils savent au moins une chose que ce gouvernement "d'union nationale" ou de "refondation" dont Gbagbo est si fière ne changera rien à leur sort - et c'est là l'essentiel.

Pourquoi donc Gbagbo tient tant, depuis son accession au pouvoir, à associer au gouvernement les représentants des partis d'opposition?

Son attitude était dans la logique de la situation au lendemain de son élection tant elle avait été acquise dans des conditions douteuses. Associer, fût-ce partiellement, le PDCI ou encore, embaucher au gouvernement deux ministres se revendiquant de Guéi, était une façon de consolider un pouvoir mal assuré. En outre, le FPI n'a pas la majorité à l'Assemblée à lui tout seul et l'apport de députés d'autres formations est une nécessité arithmétique.

Mais pourquoi Bédié et Guéi ont accepté de cautionner Gbagbo (même si le second boude depuis que son parti a été privé d'une place de ministre sur deux)? Pourquoi Ouattara a-t-il décidé de se joindre aux autres dans ce troisième gouvernement de l'ère Gbagbo?

Pourtant, Bédié, Ouattara ou Guéi disaient tous de Gbagbo pis que pendre et le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils n'étaient pas plus tendre les uns vis à vis des autres. Guéi prétendait il n'y a pas si longtemps craindre pour sa vie en venant à Abidjan et quant à Ouattara, il ne s'estimait en sécurité qu'à Paris. Même Bédié avait du mal à revenir de son exil doré, alors pourtant qu'il avait à surveiller ici les biens qu'il avait volé à l'Etat pendant sa longue présence aux sommets du pouvoir. Les voilà qui font

publiquement la démonstration qu'ils sont tellement proches politiquement les uns des autres, qu'ils peuvent parfaitement gouverner le pays ensemble.

Pourquoi cette attitude qui, sous des formes diverses, provoque des remous dans tous les partis associés, bon gré, malgré au FPI, sous la direction de N'Guessan? Bédié s'est livré à une véritable danse de saint-guy disant tantôt oui, tantôt non, et faisait mine de vouloir claquer la porte à la décision de Gbagbo de garder Lagou Henriette, histoire d'embêter le PDCI. Les dirigeants de l'UDPCI réclament à hauts cris que Guéi, leur chef, exclu Bleu Lainé qui s'accroche à son poste ministériel malgré l'avis de son propre parti. Le PIT de son côté est en crise ouverte, au point que le secrétaire national Wodié et son rival Kabran Appia, devenu ministre sans autorisation des instances, ont jugé plus prudent de venir à la réunion de la direction de leur propre parti, l'un, accompagné d'hommes de main musclés, l'autre, flanqué de gendarmes. Puisque cela crée de telles chamailleries, pourquoi donc avoir accepté les propositions vicieuses de Gbagbo?

Sur le plan des choix individuels des nouveaux ministres désignés, il y a évidemment nul mystère. La mangeoire attire, même si c'est un prétendu adversaire politique qui tient le déversoir. Ces gens-là connaissent assez les avantages d'occuper une place ministérielle pour être prêts, afin d'y accéder, à vendre père et mère. A fortiori, à trahir leur chef politique.

Mais si Kabran Appia a accepté les propositions de Gbagbo malgré l'avis de son parti et si Bleu Lainé ne s'est pas gêné pour se passer de l'autorisation du

sien, il n'en est pas de même pour Bédié. Lui, comme Ouattara ont fait un choix politique. Un choix risqué à moyen terme car, aux prochaines échéances électorales, présidentielles ou législatives, ils pourront difficilement jouer les opposants à Gbagbo et au FPI pour se démarquer de la politique menée puisqu'en participant au gouvernement, ils en partagent la responsabilité. A ce qu'il paraît d'ailleurs Bédié n'était vraiment pas chaud pour cette participation et s'il l'a accepté, ce n'est pas seulement sous la pression des ministres pressentis de son parti, mais aussi, sous celle, oh combien plus efficace, de Chirac.

C'est que la puissance tutélaire est consciente que ceux qu'on appelle pudiquement les "*investisseurs*", c'est à dire les patrons des grandes entreprises, les banquiers bailleurs de fond, vivent mal l'instabilité de la situation en Côte d'Ivoire. Les propriétaires des grandes chaînes commerciales par exemple, de quelle nationalité qu'ils soient, n'apprécient pas les flambées périodiques de violences et les pillages susceptibles d'en résulter. Les patrons des entreprises qui se plaignent déjà de la conjoncture morose de l'économie mondiale n'ont pas trop envie d'investir pour les mêmes raisons. En outre, dans ce pays où pour décrocher un contrat juteux ou pour accéder à une position de monopole dans un secteur, il vaut mieux bénéficier de la protection d'un ministre, de trop fréquents changements d'équipes gouvernementales rendent la corruption moins rentable. A quoi bon de s'acheter un ministre si, un an plus tard, il est contraint de partir et s'il faut s'en acheter un autre? Sans même parler de la masse de bourgeois petits ou moyens qui font des affaires, les uns dans le commerce, les autres dans les transports, dans l'immobilier ou les trafics en tous genres et dont les revenus confortables et la certitude de conserver et d'accroître leurs capitaux,

dépendent de la sécurité. La Côte d'Ivoire exerçait longtemps de l'attrait sur cette couche sociale, au point qu'il en venait même des pays voisins, du Moyen Orient, sans parler de la France, flairant les bonnes affaires et se fiant à la stabilité qui perdurait si longtemps dans ce pays. Ceux qui avaient de l'argent se savaient les bien venus ici. Même lorsqu'on pourchassait les simples travailleurs ou les paysans pauvres, sous prétexte qu'ils sont nés au Burkina ou au Togo, le régime savait protéger les possédants gros, moyens et même petits, parfois plus même que le régime de leur propre pays. Mais voilà que ces temps bénis semblent terminés. Les bonnes affaires vont de paire avec des risques. Combien de familles de possédants venus d'ailleurs ont rapatrié, sinon leurs capitaux qui continuent tout de même à rapporter, du moins leurs familles? Combien de possédants, bel et bien Ivoiriens, préfèrent sagement placer leurs capitaux en Europe et y envoyer leurs enfants faire leurs études?

Gbagbo est suffisamment sensible aux désirs de toute cette classe bourgeoise pour vouloir les rassurer, en montrant que son pouvoir n'est ni fragile ni fugitif, la preuve, c'est que les autres grands partis sont prêts à y associer leur sort.

Bédié est, certes, au moins aussi sensible à ces aspirations qu'il n'est pas seulement un serviteur politique des riches mais qu'il est riche lui-même. Mais lui, il a plus à perdre, car il prend des risques pour sa future réélection en 2005. Apparemment, il a fallu "*l'amicale*" pression de Chirac pour qu'il se laisse fléchir...

Ouattara prend des risques politiques similaires. Toute une partie de sa clientèle électorale ne se réjouit certainement pas de voir le RDR s'associer au FPI, en cautionnant un pouvoir qui a la responsabilité que l'on sait dans la propagation des préjugés ethnistes contre les originaires du Nord,

sans même parler des actes de violence. Mais pour Ouattara que ses concurrents et rivaux accusent de n'être pas Ivoirien et par conséquent, hors jeu pour les futures présidentielles, c'est une façon de revenir à la vie politique nationale. Alors, il fait mine de se réjouir de l'ouverture de Gbagbo, quand bien même le RDR ne récupère que quatre strapontins ministériels, et qui plus est, dans des ministères sensibles où ils seront confrontés à des coups de colère inévitables. On verra par exemple comment le ministre des transports RDR gèrera le futur et inévitable explosion de colère des chauffeurs de Gbaka et de Wôro-Wôro, réagissant de nouveau contre les rackets dont ils sont victimes de la part des policiers ou des militaires.

Gbagbo, lui, ne prend pas grand risque dans cette affaire. Créer des places de ministres supplémentaires ne lui coûte pas cher - même si cela va coûter cher aux contribuables. Et il peut même se payer le plaisir de jeter la zizanie dans les rangs des autres partis avec le petit jeu des nominations ministérielles.

Voilà en tout cas le pays doté de 37 ministres, payés à ne pas faire grand'chose entre 3,8 millions par mois pour un simple ministre délégué et 5,7 millions pour un ministre d'Etat, sans parler des à côtés. Et pendant ce temps, l'Etat n'a pas d'argent ne serait-ce que pour stopper la propagation de cette maladie de moyen-âge qu'est le choléra.

Mais cet argent inutilement dépensé ne sauvera même pas cette "paix civile" dont Gbagbo se pose en sauveur. La démagogie ethniste ne cesse pas de sévir et surtout, ne cesse pas cette situation d'effroyable misère qui, faute d'autres perspectives, pousse tant de petites gens vers un ethnisme aussi stupide que lourd de catastrophes pour toute la société. Rien que les réactions aux nominations de ministres et les sordides comptes concernant la

composition ethnique du gouvernement et les polémiques peu ragoûtantes entre le PDCI et le FPI, au sujet de la prédominance des Akan parmi les ministres PDCI, sont significatives et lourdes de menaces.

Même lorsqu'ils font mine d'être responsables vis à vis de la bourgeoisie, vis à vis des "investisseurs" et de la bonne marche de leurs affaires, ceux qui nous gouvernent restent totalement irresponsables à l'égard de la société. Alors, leur "paix civile" est une paix armée où les camps ethniques artificiellement créés et démagogiquement gonflés, s'observent avec méfiance, chacun sachant que la moindre provocation peut se transformer en affrontements sanglants.

Que cette situation soit nuisible aux profits des "investisseurs", c'est leur problème - et ils ne sont certainement pas à plaindre. Mais que cela pèse sur l'activité économique, que des chantiers ferment, que des usines réduisent leurs effectifs, que le chômage s'aggrave et pèse sur les salaires, cela signifie que les classes laborieuses devront payer, encore et toujours, pour la stupidité et l'injustice du système économique et pour l'irresponsabilité des valets politiques des possédants. Et quand cela arrive jusqu'aux affrontements sanglants, c'est encore dans les quartiers populaires que l'on compte les blessés et les morts.

Alors, il est grand temps que les travailleurs se mêlent de politique, mais pas derrière l'un ou l'autre des leaders qui, tous, n'ont que mépris pour eux, mais derrière le drapeau de la classe travailleuse. Les ouvriers et les paysans de ce pays constituent une force considérable dans ce pays et ils pourraient imposer des mesures qui soient favorables à leurs intérêts, pour peu qu'ils en prennent conscience et qu'ils s'organisent pour le faire.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armées conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.